
Ordonnance sur les allocations de formation (bourses et prêts d'études) * (OAF)

du 24.06.2011 (état 01.07.2020)

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu la loi sur les allocations de formation du 18 novembre 2010;
sur la proposition du département en charge de la formation, *
ordonne:

1 Dispositions générales

Art. 1 Objet et champ d'application

¹ La présente ordonnance fixe les modalités d'application de la loi sur les allocations de formation (LAF).

Art. 2 Egalité

¹ Dans la présente ordonnance, toute désignation de personne, de statut ou de fonction vise indifféremment l'homme ou la femme.

Art. 3 Formations reconnues

¹ Les personnes suivant une formation reconnue au sens des articles 7 et 8 de la LAF d'une durée d'au moins un semestre peuvent bénéficier d'une allocation de formation (ci-après: allocation). *

* Tableaux des modifications à la fin du document

2 Mode de calcul

Art. 4 * Calcul de l'allocation

¹ Les éléments pris en compte dans le calcul de l'allocation sont les suivants:

- a) * les frais maximums admis en fonction du type de formation figurant dans l'annexe 1 de la présente ordonnance. Pour les formations s'effectuant à l'étranger, lorsque le niveau de vie y est inférieur à celui de la Suisse, le montant des frais maximums admis est adapté au niveau de vie du lieu de formation;
- b) les ressources financières du requérant, soit:
 - 1. les revenus personnels,
 - 2. le cinq pour cent de la fortune nette,
 - 3. * la part contributive des parents.

² L'allocation est calculée sur la base des frais maximums admis, déduction faite des ressources financières du requérant.

³ Pour les formations ayant un écolage annuel de plus de 6'000 francs, les frais maximums admis figurant dans l'annexe 1 de la présente ordonnance sont augmentés de la part de l'écolage dépassant 6'000 francs. Cette part ne peut être supérieure à 5'000 francs.

Art. 5 * Ressources financières

¹ Les ressources financières du requérant sont:

- a) les revenus personnels, soit:
 - 1. * les revenus bruts, notamment les salaires, gains accessoires, rentes, contributions d'entretien, autres bourses, acquis pendant l'année pour laquelle il demande une aide. Sont déduits de ces revenus bruts, une franchise de 30 pour cent, mais au minimum 6'000 francs, ainsi que la part de la personne en formation au découvert de la famille, telle que définie à l'article 7 alinéa 4 de la présente ordonnance. Pour un requérant qui respecte les dispositions de l'article 12 de la présente ordonnance, la franchise minimale est de 30'000 francs,

2. * pour un requérant marié ou en partenariat enregistré, les revenus bruts ainsi que ceux de son conjoint acquis pendant l'année pour laquelle il demande une aide. Sont déduits de ces revenus bruts, une franchise de 50 pour cent, mais au minimum 12'000 francs, ainsi que la part de la personne en formation au découvert de la famille, telle que définie à l'article 7 alinéa 4 de la présente ordonnance. Pour un requérant qui respecte les dispositions de l'article 12 de la présente ordonnance, la franchise minimale est de 45'000 francs,
3. pour un orphelin de père et de mère, les revenus bruts acquis pendant l'année pour laquelle il demande une aide, après déduction d'une franchise de 30 pour cent, mais au minimum 30'000 francs;
- b) * le cinq pour cent de la fortune nette imposable lorsqu'elle est positive;
- c) * la part contributive des parents, sous réserve des dispositions de l'article 12 de la présente ordonnance.

² Lorsque les revenus personnels de la personne en formation, tels que définis à l'alinéa 1 lettre a du présent article, sont négatifs, la valeur des revenus personnels prise en compte pour le calcul de l'allocation de formation est de 0. *

Art. 6 * Revenu déterminant des parents

¹ Le revenu déterminant des parents est calculé sur la base de la taxation fiscale définitive qui précède de deux ans le début de l'année scolaire pour laquelle une demande est formulée. Il se compose:

- a) du revenu net avant les déductions personnelles (chiffre 2400);
- b) s'ajoutent les cinq pour cent de la fortune revalorisée nette, les cotisations à des formes reconnues de prévoyance individuelle liée (pilier 3a) jusqu'à concurrence du montant maximal admis pour les salariés, les éléments de revenu et de fortune acquis à l'étranger ainsi que les revenus de la fortune immobilière négatifs;
- c) se déduisent les pensions alimentaires versées en vertu du droit de la famille ou d'une convention ainsi que les prestations en capital reçues (chiffres 1010 et 1020).

² Pour les personnes imposées à la source, le revenu déterminant correspond aux 80 pour cent du revenu brut soumis à l'impôt l'année précédente ou l'année pour laquelle la demande est formulée, auquel s'ajoutent le cinq pour cent de la fortune revalorisée nette.

³ Si les parents ne sont pas mariés et ne vivent pas en ménage commun, vivent séparés suite à une décision judiciaire ou sont divorcés, les revenus déterminants des deux parents sont calculés indépendamment.

⁴ Si l'un des parents est tenu de verser au requérant une contribution d'entretien fixée par une décision judiciaire, il n'est pas tenu compte du revenu du parent débiteur.

⁵ Demeure réservée la période fiscale retenue en cas de demande spéciale au sens de l'article 6b de la présente ordonnance.

Art. 6a * Fortune revalorisée brute et nette

¹ La fortune revalorisée brute se base sur le chiffre 3500 de la taxation fiscale prise en considération auquel une réévaluation de la valeur des bâtiments privés (chiffres 2920 et 2922) est appliquée sur la base d'un coefficient de 145 pour cent. Les premiers 100'000 francs des bâtiments privés ne sont pas revalorisés et sont pris en compte à leur valeur fiscale.

² La fortune revalorisée nette correspond à la fortune revalorisée brute diminuée des dettes et de la déduction forfaitaire (chiffre 4000).

Art. 6b * Demandes spéciales

¹ Les demandes spéciales dûment motivées peuvent notamment concerner:

- a) les changements d'état civil (p.ex. célibataire, marié, veuf, séparé judiciairement, divorcé, partenaire enregistré);
- b) les modifications de revenu d'au moins 30 pour cent pendant deux années consécutives.

Art. 7 Part contributive des parents *

¹ Les besoins de la famille sont déterminés par les besoins minimaux admis figurant à l'annexe 2 de la présente ordonnance auxquels s'ajoute un supplément de 1'800 francs par enfant en formation post-obligatoire. *

² Le revenu disponible des parents s'obtient par la différence entre le revenu déterminant, défini à l'article 6 de la présente ordonnance, et les besoins de la famille, défini à l'alinéa 1 du présent article. *

³ En cas d'excédent de revenu disponible des parents, la part contributive des parents est calculée en divisant ce revenu par le nombre d'enfants à charge; un coefficient, déterminé par le département, peut être appliqué à cette part contributive des parents en fonction des enveloppes budgétaires disponibles. Lorsque l'un ou les deux parents sont remariés, leur(s) part(s) contributive(s) est réduite de 50 pour cent. *

⁴ Si le revenu disponible des parents est négatif, la part contributive des parents est de 0 et la part de la personne en formation au découvert de la famille est calculée en divisant la valeur absolue de ce revenu par le nombre de personnes qui composent la famille et elle est portée en déduction du revenu de la personne en formation. *

Art. 8 Répartition de l'allocation

¹ L'allocation est répartie de la manière suivante: *

- a) * sous forme de bourse pour la fréquentation d'une classe de l'enseignement secondaire I dans une autre région linguistique ou d'une structure sport-arts-formation, la préparation à la formation, à condition qu'elle débute après l'achèvement de la scolarité obligatoire, l'apprentissage et la formation secondaire II;
- b) * sous forme de bourse ou de prêt pour les formations initiales du degré tertiaire. La part de bourse et de prêt dépend des disponibilités budgétaires ainsi que des dispositions de l'article 12 de la LAF;
- c) * sous forme de prêt pour notamment les formations dépassant de plus de deux semestres la durée réglementaire des études, le perfectionnement professionnel en cours d'emploi, les deuxièmes formations universitaires, les formations postgrades, par exemple le Certificate of Advanced Studies (CAS), le Diploma of Advanced Studies (DAS) et le Master of Advanced Studies (MAS), les formations continues, les doctorats et les stages préparant aux professions d'avocat ou de notaire.

Art. 9 Limitation de l'aide

¹ ... *

² Lorsque la fortune revalorisée brute, calculée selon l'article 6a alinéa 1 de la présente ordonnance est supérieure à 1'000'000 francs, l'aide éventuelle ne sera allouée que sous forme de prêt pour les formations tertiaires. *

³ Ne seront pas alloués: *

- a) * les bourses d'un montant inférieur à 500 francs;
- b) * les prêts d'un montant inférieur à 1'000 francs.

⁴ Le total des prêts octroyés par l'Etat pour l'ensemble des formations suivies par le même bénéficiaire ne peut pas être supérieur à 50'000 francs. *

Art. 9a * Durée du droit à l'allocation pour les doctorats

¹ La durée de formation donnant droit à une allocation est de trois ans au maximum pour les doctorats.

3 Dispositions spéciales

Art. 10 * Requérant avec enfant

¹ Un forfait de 4'000 francs par enfant à la charge du requérant est ajouté aux montants des frais maximums admis figurant à l'annexe 1 de la présente ordonnance.

Art. 11 * ...

Art. 12 Calcul partiellement indépendant des prestations parentales

¹ Le revenu des parents n'est pas pris en compte, sous réserve de l'alinéa 3 du présent article, lorsque le requérant, au début de sa nouvelle formation, remplit les conditions cumulatives suivantes: *

- a) * il a 25 ans révolus;
- b) * il a terminé une première formation donnant accès à un métier;
- c) * il a été indépendant financièrement pendant au moins deux ans sans se trouver dans une filière d'études débouchant sur un diplôme reconnu au niveau fédéral ou cantonal.

² Pour les requérants qui satisfont aux dispositions de l'alinéa précédent, l'allocation est versée pour deux tiers sous forme de prêt et pour un tiers sous forme de bourse. *

³ La limite de revenu déterminant des parents à partir de laquelle aucune allocation n'est allouée est fixée à 180'000 francs. *

⁴ ... *

Art. 13 * ...

Art. 13a * Cours de langue

¹ Les cours de langue donnant droit à une allocation doivent avoir une durée, dans la même langue, d'au moins un semestre de 16 semaines avec au minimum 20 heures de cours hebdomadaires. *

Art. 14 * Perfectionnement en emploi, formations postgrades et formations continues

¹ Les personnes fréquentant notamment des cours de perfectionnement, de réinsertion ou de réorientation professionnelle, des formations postgrades et des formations continues en emploi, par exemple en vue de l'obtention d'un brevet fédéral, diplôme/maîtrise fédéral, peuvent bénéficier d'une allocation sous forme de prêt.

² Les cours suivis doivent conduire à l'obtention d'un certificat ou d'un diplôme reconnu par le département dont relève la formation. L'aide correspond aux frais à la charge du requérant pour les taxes ou finances d'inscription, les livres, le matériel scolaire ou instruments de travail, les repas, les transports et les autres frais éventuels liés aux cours, à l'exception notamment des pertes de salaire. La participation de l'employeur aux frais de perfectionnement en emploi est déduite.

³ Aucune aide n'est allouée si les frais prévus à l'alinéa 2 du présent article sont inférieurs à 4'000 francs. La limite maximale annuelle des prêts accordés se monte à 16'000 francs.

⁴ Aucune aide n'est accordée si le requérant dispose d'un revenu brut supérieur à 36'000 francs acquis pendant l'année pour laquelle il demande une aide. Pour les personnes mariées, le revenu brut du couple ne doit pas dépasser 54'000 francs. Ces deux limites sont augmentées de 6'000 francs par enfant à charge.

Art. 15 Remboursement des prêts et paiement des intérêts

¹ L'obligation de remboursement des prêts débute dès la troisième année civile suivant la fin des études. La fin des études correspond à la fin de la formation pour laquelle les prêts ont été octroyés; la formation doit être considérée par domaine d'études. En cas d'interruption de la formation durant plus d'une année, la formation est considérée comme terminée, sauf si des circonstances exceptionnelles justifient l'interruption. *

^{1bis} Pour les doctorats, la durée maximale de formation est de trois ans, après ce délai la formation est considérée comme terminée. *

^{1er} Le remboursement des prêts doit être effectué dans un délai maximum de dix ans. Le montant minimal à rembourser annuellement est fixé par le service en charge des allocations de formation. Il est calculé sur la base d'un remboursement linéaire sur dix ans mais est d'au moins 3'600 francs les trois premières années et d'au moins 4'800 francs par la suite. *

² Les prêts sont accordés sans intérêt jusqu'au début de l'obligation de remboursement. Dès le début de l'obligation de remboursement le taux d'intérêt est de trois pour cent. *

^{2bis} Les taux d'intérêt pratiqués par les banques pour les crédits de formation mentionnés à l'article 21 alinéa 3 de la LAF doivent être comparés aux taux mentionnés à l'alinéa 2 du présent article. *

³ L'intérêt est calculé à la fin de chaque année et communiqué à l'intéressé. Les intérêts courus sont exigibles à chaque échéance de cinq ans à compter du début de l'obligation de rembourser mais au plus tard à l'échéance du contrat de prêt.

⁴ En cas de reprise de formation, les mensualités peuvent être suspendues sur demande dûment motivée. Les intérêts des prêts dont les mensualités ont été suspendues continuent à courir. *

4 Procédure

Art. 16 Présentation des demandes

¹ Les demandes d'allocation doivent être adressées au moyen du guichet virtuel des bourses et prêts d'études ou au moyen des formulaires officiels de l'année de formation au service en charge des allocations, au plus tard dans les délais suivants: *

- a) * jusqu'au 30 novembre pour l'année scolaire complète ou pour le semestre d'automne;
- b) * jusqu'au 31 mars pour le semestre de printemps.

² Elles doivent être renouvelées annuellement.

³ Selon les cas, les pièces suivantes seront jointes au dossier:

- a) une déclaration officielle attestant l'inscription à l'école ou l'établissement fréquenté;
- b) le contrat d'apprentissage;
- c) un plan financier.

⁴ L'organe compétent peut exiger d'autres pièces justificatives et requérir, si nécessaire, l'avis d'un expert en matière d'orientation professionnelle.

⁵ En principe, les demandes sont traitées dans leur ordre d'arrivée. *

⁶ ... *

Art. 17 Notification des décisions et versement *

¹ En principe, les décisions sont notifiées dans un délai de trois mois à compter du dépôt de la demande complète. *

² L'allocation est versée au bénéficiaire, à son représentant légal ou à ses parents, à l'exception des personnes au bénéfice de l'aide sociale pour lesquelles l'allocation peut être versée à l'institution sociale qui les suit. *

Art. 18 Dispositions finales

¹ La présente ordonnance abroge le règlement pour le calcul des bourses et des prêts d'honneur du 16 juin 2000. Elle sera publiée au Bulletin officiel pour entrer en vigueur le 1^{er} juillet 2011.

A1 Annexe 1 aux articles 4 et 10

Art. A1-1 * Montants maximums des frais annuels admis par type de formation:

¹ Secondaire I (cycle d'orientation), dans une autre région linguistique ou dans une structure Sport-Art-Formation:

Frais de formation avec	Frais maximum admis
Repas de midi à domicile	Fr. 4'000 *
Repas de midi hors domicile	Fr. 6'000 *
Pension et logement hors de la famille dans le canton	Fr. 10'500
Pension et logement hors du canton	Fr. 12'000

² Secondaire II: général et professionnel (notamment collèges, écoles professionnelles, écoles de commerce et de culture générale); écoles préparatoires (notamment écoles préprofessionnelles):

416.100

Frais de formation avec	Frais maximum admis
Repas de midi à domicile	Fr. 4'000 *
Repas de midi hors domicile	Fr. 6'000 *
Pension et logement hors de la famille dans le canton	Fr. 10'500
Pension et logement hors du canton	Fr. 12'000

³ Tertiaire (notamment hautes écoles spécialisées, universités, écoles polytechniques fédérales):

Frais de formation avec	Frais maximum admis
Repas de midi à domicile	Fr. 5'000
Repas de midi hors domicile	Fr. 7'500
Pension et logement hors de la famille dans le canton	Fr. 13'500
Pension et logement hors du canton	Fr. 16'000

⁴ Formation à distance:

Frais de formation avec	Frais maximum admis
Frais admis	Fr. 5'000

A2 Annexe 2 à l'article 7

Art. A2-1 *

¹ Besoins minimaux admis:

Nombre de personnes dans le ménage	Besoins minimaux admis
1	Fr. 38'000 *
2	Fr. 50'000 *
3	Fr. 60'000 *
4	Fr. 69'000 *
5	Fr. 78'000 *

Nombre de personnes dans le ménage	Besoins minimaux admis
8	Fr. 86'000 *
7	Fr. 94'000 *
8	Fr. 102'000 *
9	Fr. 110'000 *
10	Fr. 118'000 *
11	Fr. 126'000 *
12	Fr. 134'000 *
13	Fr. 142'000 *
14	Fr. 150'000 *
15	Fr. 158'000 *

Tableau des modifications par date de décision

Décision	Entrée en vigueur	Élément	Modification	Source publication
24.06.2011	01.07.2011	Acte législatif	première version	BO/Abl. 27/2011
20.06.2012	01.09.2012	Art. 8 al. 1, b)	modifié	BO/Abl. 27/2012
20.06.2012	01.09.2012	Art. A1-1	révisé totalement	BO/Abl. 27/2012
20.06.2012	01.09.2012	Art. A2-1	révisé totalement	BO/Abl. 27/2012
19.06.2013	01.09.2013	Art. 8 al. 1, b)	modifié	BO/Abl. 26/2013
03.09.2014	01.08.2014	Titre de l'acte législatif	modifié	BO/Abl. 37/2014
03.09.2014	01.08.2014	Art. 3 al. 1	modifié	BO/Abl. 37/2014
03.09.2014	01.08.2014	Art. 4	révisé totalement	BO/Abl. 37/2014
03.09.2014	01.08.2014	Art. 5	révisé totalement	BO/Abl. 37/2014
03.09.2014	01.08.2014	Art. 6	révisé totalement	BO/Abl. 37/2014
03.09.2014	01.08.2014	Art. 6a	introduit	BO/Abl. 37/2014
03.09.2014	01.08.2014	Art. 6b	introduit	BO/Abl. 37/2014
03.09.2014	01.08.2014	Art. 7 al. 1	modifié	BO/Abl. 37/2014
03.09.2014	01.08.2014	Art. 7 al. 2	modifié	BO/Abl. 37/2014
03.09.2014	01.08.2014	Art. 7 al. 3	modifié	BO/Abl. 37/2014
03.09.2014	01.08.2014	Art. 7 al. 4	introduit	BO/Abl. 37/2014
03.09.2014	01.08.2014	Art. 8 al. 1	modifié	BO/Abl. 37/2014
03.09.2014	01.08.2014	Art. 8 al. 1, a)	modifié	BO/Abl. 37/2014
03.09.2014	01.08.2014	Art. 8 al. 1, b)	modifié	BO/Abl. 37/2014
03.09.2014	01.08.2014	Art. 8 al. 1, c)	modifié	BO/Abl. 37/2014
03.09.2014	01.08.2014	Art. 9 al. 1	abrogé	BO/Abl. 37/2014
03.09.2014	01.08.2014	Art. 9 al. 2	modifié	BO/Abl. 37/2014
03.09.2014	01.08.2014	Art. 9 al. 3	modifié	BO/Abl. 37/2014
03.09.2014	01.08.2014	Art. 9 al. 3, a)	introduit	BO/Abl. 37/2014
03.09.2014	01.08.2014	Art. 9 al. 3, b)	introduit	BO/Abl. 37/2014
03.09.2014	01.08.2014	Art. 9 al. 4	introduit	BO/Abl. 37/2014
03.09.2014	01.08.2014	Art. 9a	introduit	BO/Abl. 37/2014
03.09.2014	01.08.2014	Art. 10	révisé totalement	BO/Abl. 37/2014
03.09.2014	01.08.2014	Art. 11	abrogé	BO/Abl. 37/2014
03.09.2014	01.08.2014	Art. 12 al. 1	modifié	BO/Abl. 37/2014
03.09.2014	01.08.2014	Art. 12 al. 1, a)	introduit	BO/Abl. 37/2014
03.09.2014	01.08.2014	Art. 12 al. 1, b)	introduit	BO/Abl. 37/2014
03.09.2014	01.08.2014	Art. 12 al. 1, c)	introduit	BO/Abl. 37/2014
03.09.2014	01.08.2014	Art. 12 al. 2	modifié	BO/Abl. 37/2014
03.09.2014	01.08.2014	Art. 12 al. 3	modifié	BO/Abl. 37/2014
03.09.2014	01.08.2014	Art. 12 al. 4	abrogé	BO/Abl. 37/2014
03.09.2014	01.08.2014	Art. 13	abrogé	BO/Abl. 37/2014
03.09.2014	01.08.2014	Art. 13a	introduit	BO/Abl. 37/2014
03.09.2014	01.08.2014	Art. 14	révisé totalement	BO/Abl. 37/2014
03.09.2014	01.08.2014	Art. 15 al. 1	modifié	BO/Abl. 37/2014
03.09.2014	01.08.2014	Art. 15 al. 1 ^{bis}	introduit	BO/Abl. 37/2014

Décision	Entrée en vigueur	Elément	Modification	Source publication
03.09.2014	01.08.2014	Art. 15 al. 1 ^{er}	introduit	BO/Abl. 37/2014
03.09.2014	01.08.2014	Art. 15 al. 2	modifié	BO/Abl. 37/2014
03.09.2014	01.08.2014	Art. 15 al. 2 ^{bis}	introduit	BO/Abl. 37/2014
03.09.2014	01.08.2014	Art. 15 al. 4	introduit	BO/Abl. 37/2014
03.09.2014	01.08.2014	Art. 16 al. 1	modifié	BO/Abl. 37/2014
03.09.2014	01.08.2014	Art. 16 al. 1, a)	modifié	BO/Abl. 37/2014
03.09.2014	01.08.2014	Art. 16 al. 1, b)	modifié	BO/Abl. 37/2014
03.09.2014	01.08.2014	Art. 16 al. 5	modifié	BO/Abl. 37/2014
03.09.2014	01.08.2014	Art. 16 al. 6	abrogé	BO/Abl. 37/2014
03.09.2014	01.08.2014	Art. 17 al. 1	modifié	BO/Abl. 37/2014
03.09.2014	01.08.2014	Art. A1-1	révisé totalement	BO/Abl. 37/2014
03.09.2014	01.08.2014	Art. A2-1	révisé totalement	BO/Abl. 37/2014
22.06.2016	01.07.2016	Art. A1-1 al. 1, Tableau, "Repas de midi à domicile" / "Frais maximum admis"	modifié	BO/Abl. 27/2016
22.06.2016	01.07.2016	Art. A1-1 al. 1, Tableau, "Repas de midi hors domicile" / "Frais maximum admis"	modifié	BO/Abl. 27/2016
22.06.2016	01.07.2016	Art. A1-1 al. 2, Tableau, "Repas de midi à domicile" / "Frais maximum admis"	modifié	BO/Abl. 27/2016
22.06.2016	01.07.2016	Art. A1-1 al. 2, Tableau, "Repas de midi hors domicile" / "Frais maximum admis"	modifié	BO/Abl. 27/2016
23.08.2017	01.07.2017	Art. 4 al. 1, a)	modifié	BO/Abl. 35/2017
23.08.2017	01.07.2017	Art. 15 al. 1	modifié	BO/Abl. 35/2017
23.08.2017	01.07.2017	Art. 15 al. 1 ^{bis}	modifié	BO/Abl. 35/2017
23.08.2017	01.07.2017	Art. 15 al. 1 ^{er}	modifié	BO/Abl. 35/2017
23.08.2017	01.07.2017	Art. 15 al. 4	modifié	BO/Abl. 35/2017
23.08.2017	01.07.2017	Art. 16 al. 1	modifié	BO/Abl. 35/2017
23.08.2017	01.07.2017	Art. 17	titre modifié	BO/Abl. 35/2017
23.08.2017	01.07.2017	Art. 17 al. 2	introduit	BO/Abl. 35/2017
23.08.2017	01.07.2017	Art. A2-1 al. 1, Tableau, "1" / "Besoins minimaux admis"	modifié	BO/Abl. 35/2017
23.08.2017	01.07.2017	Art. A2-1 al. 1, Tableau, "2" / "Besoins minimaux admis"	modifié	BO/Abl. 35/2017
23.08.2017	01.07.2017	Art. A2-1 al. 1, Tableau, "3" / "Besoins minimaux admis"	modifié	BO/Abl. 35/2017

Décision	Entrée en vigueur	Élément	Modification	Source publication
23.08.2017	01.07.2017	Art. A2-1 al. 1, Tableau, "4" / "Besoins minimaux admis"	modifié	BO/Abl. 35/2017
23.08.2017	01.07.2017	Art. A2-1 al. 1, Tableau, "5" / "Besoins minimaux admis"	modifié	BO/Abl. 35/2017
23.08.2017	01.07.2017	Art. A2-1 al. 1, Tableau, "8" / "Besoins minimaux admis"	modifié	BO/Abl. 35/2017
23.08.2017	01.07.2017	Art. A2-1 al. 1, Tableau, "7" / "Besoins minimaux admis"	modifié	BO/Abl. 35/2017
23.08.2017	01.07.2017	Art. A2-1 al. 1, Tableau, "8" / "Besoins minimaux admis"	modifié	BO/Abl. 35/2017
23.08.2017	01.07.2017	Art. A2-1 al. 1, Tableau, "9" / "Besoins minimaux admis"	modifié	BO/Abl. 35/2017
23.08.2017	01.07.2017	Art. A2-1 al. 1, Tableau, "10" / "Besoins minimaux admis"	modifié	BO/Abl. 35/2017
23.08.2017	01.07.2017	Art. A2-1 al. 1, Tableau, "11" / "Besoins minimaux admis"	modifié	BO/Abl. 35/2017
23.08.2017	01.07.2017	Art. A2-1 al. 1, Tableau, "12" / "Besoins minimaux admis"	modifié	BO/Abl. 35/2017
23.08.2017	01.07.2017	Art. A2-1 al. 1, Tableau, "13" / "Besoins minimaux admis"	modifié	BO/Abl. 35/2017
23.08.2017	01.07.2017	Art. A2-1 al. 1, Tableau, "14" / "Besoins minimaux admis"	modifié	BO/Abl. 35/2017
23.08.2017	01.07.2017	Art. A2-1 al. 1, Tableau, "15" / "Besoins minimaux admis"	modifié	BO/Abl. 35/2017
29.05.2019	01.07.2019	Préambule	modifié	RO/AGS 2019-050
29.05.2019	01.07.2019	Art. 4 al. 1, b), 3.	modifié	RO/AGS 2019-050
29.05.2019	01.07.2019	Art. 5 al. 1, a), 1.	modifié	RO/AGS 2019-050
29.05.2019	01.07.2019	Art. 5 al. 1, a), 2.	modifié	RO/AGS 2019-050
29.05.2019	01.07.2019	Art. 5 al. 1, b)	modifié	RO/AGS 2019-050
29.05.2019	01.07.2019	Art. 5 al. 1, c)	modifié	RO/AGS 2019-050
29.05.2019	01.07.2019	Art. 5 al. 2	introduit	RO/AGS 2019-050

Décision	Entrée en vigueur	Élément	Modification	Source publication
29.05.2019	01.07.2019	Art. 7	titre modifié	RO/AGS 2019-050
29.05.2019	01.07.2019	Art. 7 al. 1	modifié	RO/AGS 2019-050
29.05.2019	01.07.2019	Art. 7 al. 2	modifié	RO/AGS 2019-050
29.05.2019	01.07.2019	Art. 7 al. 3	modifié	RO/AGS 2019-050
29.05.2019	01.07.2019	Art. 7 al. 4	modifié	RO/AGS 2019-050
29.05.2019	01.07.2019	Art. 12 al. 1, c)	modifié	RO/AGS 2019-050
29.05.2019	01.07.2019	Art. 13a al. 1	modifié	RO/AGS 2019-050
29.05.2019	01.07.2019	Art. 16 al. 1	modifié	RO/AGS 2019-050
27.05.2020	01.07.2020	Art. 7 al. 3	modifié	RO/AGS 2020-043
27.05.2020	01.07.2020	Art. 9 al. 2	modifié	RO/AGS 2020-043

Tableau des modifications par disposition

Élément	Décision	Entrée en vigueur	Modification	Source publication
Acte législatif	24.06.2011	01.07.2011	première version	BO/Abl. 27/2011
Titre de l'acte législatif	03.09.2014	01.08.2014	modifié	BO/Abl. 37/2014
Préambule	29.05.2019	01.07.2019	modifié	RO/AGS 2019-050
Art. 3 al. 1	03.09.2014	01.08.2014	modifié	BO/Abl. 37/2014
Art. 4	03.09.2014	01.08.2014	révisé totalement	BO/Abl. 37/2014
Art. 4 al. 1, a)	23.08.2017	01.07.2017	modifié	BO/Abl. 35/2017
Art. 4 al. 1, b), 3.	29.05.2019	01.07.2019	modifié	RO/AGS 2019-050
Art. 5	03.09.2014	01.08.2014	révisé totalement	BO/Abl. 37/2014
Art. 5 al. 1, a), 1.	29.05.2019	01.07.2019	modifié	RO/AGS 2019-050
Art. 5 al. 1, a), 2.	29.05.2019	01.07.2019	modifié	RO/AGS 2019-050
Art. 5 al. 1, b)	29.05.2019	01.07.2019	modifié	RO/AGS 2019-050
Art. 5 al. 1, c)	29.05.2019	01.07.2019	modifié	RO/AGS 2019-050
Art. 5 al. 2	29.05.2019	01.07.2019	introduit	RO/AGS 2019-050
Art. 6	03.09.2014	01.08.2014	révisé totalement	BO/Abl. 37/2014
Art. 6a	03.09.2014	01.08.2014	introduit	BO/Abl. 37/2014
Art. 6b	03.09.2014	01.08.2014	introduit	BO/Abl. 37/2014
Art. 7	29.05.2019	01.07.2019	titre modifié	RO/AGS 2019-050
Art. 7 al. 1	03.09.2014	01.08.2014	modifié	BO/Abl. 37/2014
Art. 7 al. 1	29.05.2019	01.07.2019	modifié	RO/AGS 2019-050
Art. 7 al. 2	03.09.2014	01.08.2014	modifié	BO/Abl. 37/2014
Art. 7 al. 2	29.05.2019	01.07.2019	modifié	RO/AGS 2019-050
Art. 7 al. 3	03.09.2014	01.08.2014	modifié	BO/Abl. 37/2014
Art. 7 al. 3	29.05.2019	01.07.2019	modifié	RO/AGS 2019-050
Art. 7 al. 3	27.05.2020	01.07.2020	modifié	RO/AGS 2020-043
Art. 7 al. 4	03.09.2014	01.08.2014	introduit	BO/Abl. 37/2014
Art. 7 al. 4	29.05.2019	01.07.2019	modifié	RO/AGS 2019-050
Art. 8 al. 1	03.09.2014	01.08.2014	modifié	BO/Abl. 37/2014
Art. 8 al. 1, a)	03.09.2014	01.08.2014	modifié	BO/Abl. 37/2014
Art. 8 al. 1, b)	20.06.2012	01.09.2012	modifié	BO/Abl. 27/2012
Art. 8 al. 1, b)	19.06.2013	01.09.2013	modifié	BO/Abl. 26/2013
Art. 8 al. 1, b)	03.09.2014	01.08.2014	modifié	BO/Abl. 37/2014
Art. 8 al. 1, c)	03.09.2014	01.08.2014	modifié	BO/Abl. 37/2014
Art. 9 al. 1	03.09.2014	01.08.2014	abrogé	BO/Abl. 37/2014
Art. 9 al. 2	03.09.2014	01.08.2014	modifié	BO/Abl. 37/2014
Art. 9 al. 2	27.05.2020	01.07.2020	modifié	RO/AGS 2020-043
Art. 9 al. 3	03.09.2014	01.08.2014	modifié	BO/Abl. 37/2014
Art. 9 al. 3, a)	03.09.2014	01.08.2014	introduit	BO/Abl. 37/2014
Art. 9 al. 3, b)	03.09.2014	01.08.2014	introduit	BO/Abl. 37/2014
Art. 9 al. 4	03.09.2014	01.08.2014	introduit	BO/Abl. 37/2014
Art. 9a	03.09.2014	01.08.2014	introduit	BO/Abl. 37/2014
Art. 10	03.09.2014	01.08.2014	révisé totalement	BO/Abl. 37/2014
Art. 11	03.09.2014	01.08.2014	abrogé	BO/Abl. 37/2014
Art. 12 al. 1	03.09.2014	01.08.2014	modifié	BO/Abl. 37/2014
Art. 12 al. 1, a)	03.09.2014	01.08.2014	introduit	BO/Abl. 37/2014

Élément	Décision	Entrée en vigueur	Modification	Source publication
Art. 12 al. 1, b)	03.09.2014	01.08.2014	introduit	BO/Abl. 37/2014
Art. 12 al. 1, c)	03.09.2014	01.08.2014	introduit	BO/Abl. 37/2014
Art. 12 al. 1, c)	29.05.2019	01.07.2019	modifié	RO/AGS 2019-050
Art. 12 al. 2	03.09.2014	01.08.2014	modifié	BO/Abl. 37/2014
Art. 12 al. 3	03.09.2014	01.08.2014	modifié	BO/Abl. 37/2014
Art. 12 al. 4	03.09.2014	01.08.2014	abrogé	BO/Abl. 37/2014
Art. 13	03.09.2014	01.08.2014	abrogé	BO/Abl. 37/2014
Art. 13a	03.09.2014	01.08.2014	introduit	BO/Abl. 37/2014
Art. 13a al. 1	29.05.2019	01.07.2019	modifié	RO/AGS 2019-050
Art. 14	03.09.2014	01.08.2014	révisé totalement	BO/Abl. 37/2014
Art. 15 al. 1	03.09.2014	01.08.2014	modifié	BO/Abl. 37/2014
Art. 15 al. 1	23.08.2017	01.07.2017	modifié	BO/Abl. 35/2017
Art. 15 al. 1 ^{bis}	03.09.2014	01.08.2014	introduit	BO/Abl. 37/2014
Art. 15 al. 1 ^{bis}	23.08.2017	01.07.2017	modifié	BO/Abl. 35/2017
Art. 15 al. 1 ^{ter}	03.09.2014	01.08.2014	introduit	BO/Abl. 37/2014
Art. 15 al. 1 ^{ter}	23.08.2017	01.07.2017	modifié	BO/Abl. 35/2017
Art. 15 al. 2	03.09.2014	01.08.2014	modifié	BO/Abl. 37/2014
Art. 15 al. 2 ^{bis}	03.09.2014	01.08.2014	introduit	BO/Abl. 37/2014
Art. 15 al. 4	03.09.2014	01.08.2014	introduit	BO/Abl. 37/2014
Art. 15 al. 4	23.08.2017	01.07.2017	modifié	BO/Abl. 35/2017
Art. 16 al. 1	03.09.2014	01.08.2014	modifié	BO/Abl. 37/2014
Art. 16 al. 1	23.08.2017	01.07.2017	modifié	BO/Abl. 35/2017
Art. 16 al. 1	29.05.2019	01.07.2019	modifié	RO/AGS 2019-050
Art. 16 al. 1, a)	03.09.2014	01.08.2014	modifié	BO/Abl. 37/2014
Art. 16 al. 1, b)	03.09.2014	01.08.2014	modifié	BO/Abl. 37/2014
Art. 16 al. 5	03.09.2014	01.08.2014	modifié	BO/Abl. 37/2014
Art. 16 al. 6	03.09.2014	01.08.2014	abrogé	BO/Abl. 37/2014
Art. 17	23.08.2017	01.07.2017	titre modifié	BO/Abl. 35/2017
Art. 17 al. 1	03.09.2014	01.08.2014	modifié	BO/Abl. 37/2014
Art. 17 al. 2	23.08.2017	01.07.2017	introduit	BO/Abl. 35/2017
Art. A1-1	20.06.2012	01.09.2012	révisé totalement	BO/Abl. 27/2012
Art. A1-1	03.09.2014	01.08.2014	révisé totalement	BO/Abl. 37/2014
Art. A1-1 al. 1, Tableau, "Repas de midi à domicile" / "Frais maximum admis"	22.06.2016	01.07.2016	modifié	BO/Abl. 27/2016
Art. A1-1 al. 1, Tableau, "Repas de midi hors domicile" / "Frais maximum admis"	22.06.2016	01.07.2016	modifié	BO/Abl. 27/2016
Art. A1-1 al. 2, Tableau, "Repas de midi à domicile" / "Frais maximum admis"	22.06.2016	01.07.2016	modifié	BO/Abl. 27/2016
Art. A1-1 al. 2, Tableau, "Repas de midi hors domicile" / "Frais maximum admis"	22.06.2016	01.07.2016	modifié	BO/Abl. 27/2016

Élément	Décision	Entrée en vigueur	Modification	Source publication
Art. A2-1	20.06.2012	01.09.2012	révisé totalement	BO/Abl. 27/2012
Art. A2-1	03.09.2014	01.08.2014	révisé totalement	BO/Abl. 37/2014
Art. A2-1 al. 1, Tableau, "1" / "Besoins minimaux admis"	23.08.2017	01.07.2017	modifié	BO/Abl. 35/2017
Art. A2-1 al. 1, Tableau, "2" / "Besoins minimaux admis"	23.08.2017	01.07.2017	modifié	BO/Abl. 35/2017
Art. A2-1 al. 1, Tableau, "3" / "Besoins minimaux admis"	23.08.2017	01.07.2017	modifié	BO/Abl. 35/2017
Art. A2-1 al. 1, Tableau, "4" / "Besoins minimaux admis"	23.08.2017	01.07.2017	modifié	BO/Abl. 35/2017
Art. A2-1 al. 1, Tableau, "5" / "Besoins minimaux admis"	23.08.2017	01.07.2017	modifié	BO/Abl. 35/2017
Art. A2-1 al. 1, Tableau, "8" / "Besoins minimaux admis"	23.08.2017	01.07.2017	modifié	BO/Abl. 35/2017
Art. A2-1 al. 1, Tableau, "7" / "Besoins minimaux admis"	23.08.2017	01.07.2017	modifié	BO/Abl. 35/2017
Art. A2-1 al. 1, Tableau, "8" / "Besoins minimaux admis"	23.08.2017	01.07.2017	modifié	BO/Abl. 35/2017
Art. A2-1 al. 1, Tableau, "9" / "Besoins minimaux admis"	23.08.2017	01.07.2017	modifié	BO/Abl. 35/2017
Art. A2-1 al. 1, Tableau, "10" / "Besoins minimaux admis"	23.08.2017	01.07.2017	modifié	BO/Abl. 35/2017
Art. A2-1 al. 1, Tableau, "11" / "Besoins minimaux admis"	23.08.2017	01.07.2017	modifié	BO/Abl. 35/2017
Art. A2-1 al. 1, Tableau, "12" / "Besoins minimaux admis"	23.08.2017	01.07.2017	modifié	BO/Abl. 35/2017

Elément	Décision	Entrée en vigueur	Modification	Source publication
Art. A2-1 al. 1, Tableau, "13" / "Besoins minimaux admis"	23.08.2017	01.07.2017	modifié	BO/Abl. 35/2017
Art. A2-1 al. 1, Tableau, "14" / "Besoins minimaux admis"	23.08.2017	01.07.2017	modifié	BO/Abl. 35/2017
Art. A2-1 al. 1, Tableau, "15" / "Besoins minimaux admis"	23.08.2017	01.07.2017	modifié	BO/Abl. 35/2017